



---

**Termes de référence** version finale, 03.06.2022  
**Évaluation externe des programmes suisses post-séisme avec focus sur le nexus<sup>1</sup> et la résilience**

---

**Appel à candidature**

**Consultant(e)s en évaluation de programme**

**1. Contexte**

Environ 60% de la population haïtienne vit sous le seuil national de pauvreté, fixé à 2.41 USD par jour (2012). Près d'un quart des habitants du pays est affecté par les pénuries alimentaires. Le pays est régulièrement frappé par des catastrophes naturelles telles que séismes, ouragans ou périodes de sécheresse. Cette vulnérabilité rend Haïti dépendant de l'aide d'urgence et humanitaire. La coopération au développement complète les actions humanitaires avec un renforcement de la population et des institutions à plus long terme dans une logique de nexus.

En 2021, Haïti a enregistré, dans un temps assez court, deux tempêtes tropicales, Elsa et Grace, et un séisme. Les inondations qui ont accompagné ces événements ont provoqué des dégâts humains ainsi qu'au niveau des infrastructures, en particulier les habitats familiaux. Le séisme du 14 août a causé des dommages à grande échelle dans le Grand Sud. Selon le rapport d'étape de la direction générale de la Protection civile (DGPC) du 4 septembre 2021, le bilan humain s'élève à 2 248 morts, 12 763 personnes blessées et 329 portées disparues. Le pourcentage de maisons détruites dans les milieux ruraux, où vivent jusqu'à 80 % de la population affectée, était en moyenne 5 à 7 fois plus élevé que dans les centres urbains. Dans les trois départements affectés, 83 770 maisons ont été soit faiblement ou fortement endommagées et 53 815 détruites. Environ 800 000 personnes ont été affectées d'une manière ou d'une autre.

La situation sécuritaire, socio-politique et économique et les désastres de 2021 ont aggravé les conditions sociales, économiques et humanitaires déjà difficiles. Ces désastres ont contribué à augmenter le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, en besoin d'assistance humanitaire en termes d'abris, de santé, d'eau potable et d'assainissement, de protection et d'éducation, entre autres. En plus des besoins urgents, des causes structurelles limitent la capacité des personnes à se relever rapidement suite aux catastrophes.

La société civile locale des départements touchés par la double catastrophe sismique et hydrométéorologique a montré un élan de solidarité qui s'est manifesté à travers une étroite collaboration avec les autorités locales pour venir au secours des victimes. L'exercice d'évaluation des dommages, des besoins et des pertes suite au séisme (*Post-disaster needs assessment*, PDNA en anglais) a été territorialisé grâce aux efforts conjoints du gouvernement haïtien, à travers le ministère de la Planification et de la Coopération externe, des autorités locales et des partenaires techniques et financiers (PTF) incluant la Suisse. Dans la perspective d'amélioration de l'efficacité de l'aide, la territorialisation du PDNA a permis aux autorités nationales de renforcer leur leadership dans la gestion et la coordination des actions d'urgence et dans la planification du relèvement et de la reconstruction avec la participation active des acteurs locaux.

**2. Réponses de la Suisse et implications pour son programme de coopération**

Haïti est un pays prioritaire de la DDC où des projets dans des domaines variés tels que le développement économique, l'agriculture, la sécurité alimentaire ou encore la gouvernance locale sont mis en œuvre. La zone géographique prioritaire des interventions est le Grand Sud ; région au sein de laquelle la Suisse dispose de deux bureaux de projets directs à Jacmel et à Port-Salut.

---

<sup>1</sup> Nexus employé ici fait référence au rapport ou encore aux liens entre l'aide humanitaire et le développement

## **OUVERT**

Référence: 771.22\_7F-08738.02.03

Présente sur place bien avant le séisme, la Suisse a immédiatement pu mobiliser du personnel spécialisé et du matériel pour soutenir la protection civile haïtienne suite au séisme dévastateur du 14 août 2021. En effet, en 2021 elle comptait plusieurs programmes en cours de mise en œuvre dans la région sud.

Dans les premiers jours et semaines, les actions menées par la mission déployée dans l'urgence se sont concentrées sur trois secteurs: 1) Eau, assainissement et hygiène (WASH) ; 2) Evaluation des dégâts des bâtiments ; 3) Abris d'urgence (Shelter). Dans un second temps, des contributions multilatérales ont été effectuées et certains programmes ont fait l'objet d'un recadrage. Cela a permis, entre autre, d'apporter des réponses à court terme en vue de favoriser la reprise de certaines activités économiques (agriculture, élevage, commerce). L'appui psychosocial, la réhabilitation de maisons, le déblayage de certains tronçons de routes agricoles ou encore l'acquisition de semences pour cultures à cycle court figurent parmi les activités qui ont été priorisées. A moyen et long terme, le recadrage du programme PARAHFS, a permis à la Suisse de s'engager pour la reconstruction d'environ 300 habitats familiaux incluant des infrastructures WASH et la construction de 3 nouveaux abris communautaires multifonctions.

Pour faire face aux défis, la Suisse a mis à disposition des fonds additionnels soit 2 millions de CHF et réaménagé des fonds alloués aux programmes en cours soit 3,285 millions de CHF.

Aujourd'hui encore, au-delà de la phase d'urgence, elle poursuit encore son engagement et soutient des projets à plus long terme en coopération avec la population et les institutions locales. Les interventions du nouveau programme de coopération suisse 2022-2024 en Haïti visent à atténuer la fragilité et la vulnérabilité de la société haïtienne et à répondre aux besoins des populations les plus précarisées à travers deux priorités thématiques : Gouvernance locale et renforcement de la résilience de la population et des institutions et Développement économique résilient aux chocs. Les droits humains, l'égalité de genre, la sensibilité aux conflits, la réduction des risques de catastrophes demeurent des thèmes transversaux à l'ensemble des activités de la Suisse en Haïti.

Toutefois, ce nouveau programme s'inscrit dans le cadre du désengagement progressif de la Suisse en matière de coopération bilatérale au sein de la région Amérique latine et Caraïbes. Dans le cadre de la clôture des programmes en cours d'ici 2024, la Suisse préconise une sortie responsable qui repose sur quatre principes de travail : la consolidation des acquis, l'institutionnalisation des programmes, le renforcement du nexus et le maintien des acteurs au centre des processus de transfert et d'apprentissage.

C'est sur ces bases et notamment en raison de l'étendue des besoins, sur la base de son mandat universel de l'aide humanitaire que la Suisse maintiendra une présence en Haïti après 2024.

### **3. Objectifs de l'évaluation**

Près de dix (10) mois après le séisme et la tempête Grace ayant frappé la péninsule Sud, l'ambassade de Suisse en République d'Haïti lance cet appel à candidature afin de mener une évaluation (dans le Grand-Sud et à Port-au-Prince) suite à la réponse post-séisme apportée.

Il s'agit :

- a) D'évaluer les interventions post-séisme en faisant ressortir les meilleures pratiques, ainsi que les leçons apprises des programmes de coopération suisses
- b) De faire ressortir les champs d'action autour desquels l'aide humanitaire pourra construire ses futures interventions.

Le rapport d'évaluation doit répondre, tout en intégrant une perspective de genre et la prise en compte de certaines vulnérabilités sociales (handicap, etc.), aux objectifs suivants :

- a) Fournir une vue d'ensemble plus claire sur la pertinence des interventions post-séisme, financées par la Suisse, leur cohérence avec les politiques publiques (notamment le plan de reconstruction intégrée de la péninsule Sud (PRIPS) et les institutions publiques, leurs impacts directs et indirects, leur efficacité et efficience, leur intégration des défis genre et équité sociale, et finalement leur durabilité/pérennité ;

## OUVERT

Référence: 771.22\_7F-08738.02.03

- b) Évaluer l'efficacité du recadrage de 7 programmes de l'aide humanitaire (AH) et de la coopération sud (CS) effectué afin de répondre aux défis post-séisme ou aux défis relevés par les évaluations à mi-parcours d'avril-mai 2021 ;

### Liste des programmes concernés :

PAGAI	: Programme d'appui à une gouvernance agricole inclusive en Haïti
PAGODE	: Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée
PARHAFS	: Projet d'appui à la reconstruction de l'Habitat avec Formation dans le Sud
PROMES	: Programme de Promotion et de Protection Sociales
REGLEAU	: Renforcement de la gouvernance locale de l'eau et de l'assainissement
PROFISUD	: Programme de Gouvernance Territoriale des Filières Agroforestières Cacao et Igname dans le Grand Sud d'Haïti
SQUAT	: Programme de Renforcement du Système de Qualification et d'Accès des professionnels au Travail

- c) Définir des leçons apprises pour une meilleure interaction entre l'aide d'urgence et les programmes de coopération à plus long terme au niveau du nexus et de la résilience, en particulier pour les domaines thématiques de :
- Protection sociale et appui aux plus vulnérables
  - Gouvernance locale (renforcement des institutions gouvernementales et de la société privée, amélioration des techniques de construction, etc.)
  - Sécurité alimentaire et production agricole ;
- d) Identifier les composantes des programmes pour lesquelles la Suisse a la plus grande valeur ajoutée et faire ressortir les raisons pour lesquelles ils conviendrait de consolider ces composantes dans le cadre de son futur programme en vue de renforcer l'approche nexus partir de 2023 et au-delà de 2024 ;
- e) Évaluer le potentiel de certaines synergies et complémentarités entre les programmes de la Suisse en Haïti dans cette perspective du nexus ;
- f) Apprécier le niveau de la satisfaction des « bénéficiaires » des différentes actions ainsi que celui des institutions et partenaires impliqués ;
- g) Proposer, le cas échéant, d'autres actions pertinentes, dans le cadre des domaines d'intervention du programme de coopération suisse, qui pourraient favoriser la résilience, en particulier des plus vulnérables, lors de la réponse d'urgence.

## 4. Livrables

- Soumission d'un rapport de 30 pages maximum, le 31 août 2022, répondant aux objectifs mentionnés ci-dessus et comportant une approche genre.
- Organisation d'une séance de présentation du rapport préliminaire, courant août 2022, en présence de l'ensemble des partenaires impliqués lors du processus d'évaluation.

## 5. Durée de la prestation

L'évaluation devra se dérouler entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août 2022

## 6. Profil du consultant

L'équipe d'évaluation externe sera constituée d'experts (es) haïtiens/iennes ou d'experts (es) résidant en Haïti (dont au moins une femme), professionnellement actives et actifs dans l'évaluation dans les domaines de « l'aide d'urgence et développement » et disposant de connaissances d'évaluation et du milieu institutionnel ainsi que des aspects genre. Durant la mission sur le terrain, les consultants (es) seront accompagnés par des représentants(es) des différents programmes.

Les profils des experts ou de la firme de consultation devraient être complémentaires et réunir les compétences suivantes :

## OUVERT

Référence: 771.22\_7F-08738.02.03

- Avoir au moins 10 ans d'expérience dans les services de consultation et d'évaluation ;
- Avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle en aide d'urgence et dans la coopération au développement ;
- Avoir une expérience pertinente relative aux différents objectifs visés par l'évaluation ;
- Avoir une connaissance des partenaires techniques et financiers des différents secteurs ;
- Connaître les mécanismes et mesures en place dans la gestion des crises par les pouvoirs publics et les bailleurs internationaux ;
- Avoir une bonne connaissance des réseaux public et privé en Haïti à tous les niveaux ;
- Avoir d'excellentes aptitudes dans l'analyse et la synthèse d'informations provenant de multiples sources de données ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche protection en particulier sur les aspects liés au genre ;
- Avoir une excellente capacité de rédaction et une bonne capacité de présentation de documents ;
- Avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires ;
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française écrite et orale et du créole au moins à l'oral.

### 7. Composition des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature devront obligatoirement comprendre :

- Un curriculum vitae détaillé (CV), rédigé en français, incluant une adresse électronique et un numéro de téléphone fonctionnel
- La copie des diplômes et certificats pertinents
- Une copie du passeport ou de la carte d'identification nationale
- Une copie du matricule fiscal pour l'exercice en cours
- Des références institutionnelles
- La méthodologie qui sera utilisée dans le cadre de l'évaluation
- Le chronogramme des activités

Le ou la candidat(e) doit être disponible immédiatement

### 8. Dépôt des dossiers de candidature

- Manifestation d'intérêt du consultant pour recevoir le dossier complet des Termes de Référence par courrier électronique à : [marie.levelt@eda.admin.ch](mailto:marie.levelt@eda.admin.ch)
- Formulation de questions relatives à l'appel à candidatures jusqu'au **10 juin 2022** jusqu'à 20:00 (heure locale, Haïti) à : [marie.levelt@eda.admin.ch](mailto:marie.levelt@eda.admin.ch)
- Transmission des offres techniques et financières à l'Ambassade par courrier électronique au plus tard **le 15 juin 2022** jusqu'à 20:00 (heure locale, Haïti) à : [marie.levelt@eda.admin.ch](mailto:marie.levelt@eda.admin.ch)
- Confirmation de la décision : **22 juin 2022**

### 9. Informations pour transmission des offres

Les offres doivent être transmises par email à [marie.levelt@eda.admin.ch](mailto:marie.levelt@eda.admin.ch) avec l'objet suivant : Evaluation externe post-séisme et tempêtes tropicales avec focus sur le nexus et la résilience

L'offre doit comprendre :

- a) Un volet technique ne dépassant pas 10 pages démontrant ou comportant :
  - ✓ Une bonne compréhension du mandat
  - ✓ L'approche et méthodologie proposée dans le cadre de l'évaluation
  - ✓ Un calendrier prévisionnel avec les moments forts de l'évaluation
  - ✓ Des preuves d'expériences dans l'exécution de mandats similaires y compris les CV des consultant.e.s.
- b) Un volet financier en dollars américains (USD) selon l'exemple fourni par l'Ambassade de Suisse